

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** - (2013)  
**Heft:** 2

**Vereinsnachrichten:** SOG = SSO = SSU

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 29.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



## A jouer avec les allumettes, on finit par se brûler

**Brigadier Denis Froidevaux**

Président de la SSO

Lors de la session de printemps et dans le cadre du débat sur le remplacement du *Tiger* F-5, le Conseil des Etats a donné un spectacle qui s'apparente plus à la comédie italienne avec ses bouffons et ses masques qu'à un débat digne de la chambre des cantons. Au-delà de la forme, il y a le fond. A ce titre il semble bien qu'il s'est levé un vent antimilitariste dans l'une des plus hautes instances législatives du pays.

L'histoire jugera sur le long terme si la stratégie du pourrissement choisie par certains parlementaires constitue une plus value pour la sécurité des habitants de ce pays. A titre personnel j'en doute et avoue mon plus grand scepticisme face à une telle incurie.

Comment peut-on, dans la foulée, admettre le principe visant au remplacement d'un avion de combat vieux de quelque 30 ans, admettre la modification de la loi sur les finances visant la création d'un fond spécial ouvrant ainsi la voie au référendum populaire et simultanément refuser le financement permettant l'acquisition de ce même avion? Sauf à jouer avec le destin sécuritaire du pays, aucune explication crédible n'est possible.

Alors au-delà de la polémique sur la gestion du dossier par le DDPS-dont certaines critiques sont fondées- se cache une toute autre réalité.

La Suisse et ses élites politiques n'ont plus aucune vision sur notre destin sécuritaire et certains parlementaires de droite rejoignent le camp du GSsA et de la gauche, lesquels ont su savamment instiller le doute dans les esprits en matière de sécurité nationale. L'histoire se répète, décidément.

En entendant une Conseillère aux Etats, de droite, affirmer «...qu'il faut d'abord définir les missions de l'armée avant d'acquérir un nouveau système d'arme...» on doit se rendre à l'évidence... soit une partie de l'élite politique de ce pays a tourné le dos à une tâche essentielle de l'Etat, à savoir la sécurité de ses habitants, soit on est au niveau zéro de l'honnêteté intellectuelle, les missions de l'armée étant constitutionnelles et les prestations qui en découlent décrites dans deux Rapports dont le Conseil des Etats a déjà été nanti.

Derrière cette volonté de ne pas comprendre les enjeux et les réalités du monde actuel se cache un raisonnement d'une grande naïveté. Plus d'éducation, plus de santé, plus

de mobilité et moins d'armes. On pourrait s'en satisfaire dans un monde parfait. Hélas, ce n'est pas celui dans lequel on évolue.

La Suisse est en passe d'abandonner subrepticement des pans entiers de sa souveraineté, sans véritable débat autre que celui lié aux finances.

On ne peut admettre que ce processus échappe des mains du peuple. La SSO y veillera.

D. F.

